

CONJONCTURE | BRETAGNE

BILAN AGRICOLE 2023

Les prix des produits agricoles et des intrants restent élevés

En 2023, les prix sont exceptionnellement élevés comme l'année précédente. En 2022, l'invasion de l'Ukraine par la Russie avait en effet bouleversé les échanges extérieurs et provoqué une inflation galopante. Le lait, les bovins, les porcins, les volailles et les œufs de consommation sont payés aux producteurs à un prix encore plus élevé en 2023, dans un contexte de baisse des cheptels et des productions animales. Les cours des céréales reculent, en lien avec l'offre mondiale abondante, mais ils restent très élevés. De ce fait, le coût de l'alimentation animale baisse au cours de l'année, tout en se maintenant à un haut niveau. En 2023, la météo, chaude et plutôt humide, favorise la production d'herbe et de maïs, mais altère celle du blé et du colza. Concernant les légumes, la campagne 2022-2023 des choux-fleurs s'avère satisfaisante, tandis que le bilan 2023 est mitigé pour les tomates et négatif pour les artichauts.

Météo : une année chaude et des pluies au-dessus des normales

Alors que 2022 était l'année la plus chaude jamais enregistrée en France et l'une des moins pluvieuses, 2023 se caractérise par des températures de nouveau supérieures aux normales de saison 1991-2020. La pluviométrie de la France métropolitaine est en revanche proche des normales, les fortes pluies de l'automne compensant quasiment la sécheresse des mois précédents.

En Bretagne, les températures dépassent les normales 1991-2020 de 1,3 °C en moyenne, comme en 2022, avec des températures mensuelles supérieures aux normales toute l'année. Celles de juillet et août en sont proches, mais le mois de septembre est le plus chaud jamais enregistré. Après une année 2022 très déficitaire en pluies (-13%), le niveau moyen des précipitations en 2023, dans la région, dépasse de 3,7% les normales. Au premier semestre apparaît toutefois un déficit. Au second semestre, le niveau est très excédentaire, excepté en septembre et décembre. L'année est par ailleurs marquée par des tempêtes en France. La tempête Ciarán touche la Bretagne dans

la nuit du 1^{er} au 2 novembre. C'est la plus sévère qu'ait connue la région depuis l'ouragan de 1987. Fin février, les niveaux des nappes d'eau souterraines bretonnes se révèlent en dessous des normales pour les deux-tiers des points d'observation. Puis ils progressent jusqu'en mai, où 83% des points observés s'affichent au-dessus des moyennes. Les niveaux redeviennent ensuite majoritairement conformes aux moyennes. Ils terminent, fin novembre, au-dessus des normales pour 86% des points

d'observation. Les niveaux les moins hauts s'observent dans les Côtes-d'Armor et à l'ouest de l'Ille-et-Vilaine.

Rendements plus favorables en maïs grain qu'en blé

Concernant les **céréales et les oléoprotéagineux**, les conditions météorologiques favorisent la production de maïs grain, d'orge et de protéagineux. Elles handicapent en revanche la production de blé et de colza ([figure 1](#)).

Figure 1 - Les principales productions bretonnes en 2023

	Bretagne			Part Bretagne / France métropolitaine en 2023 (%)
	2022	2023	Évolution 2023/2022 (%)	
Productions végétales (tonnes)				
Blé tendre	2 225 473	2 188 381	-1,7 %	6 %
Maïs grain	1 085 716	1 272 868	17,2 %	10 %
Orge	632 524	596 826	-5,6 %	5 %
Triticale	217 311	195 915	-9,8 %	12 %
Autres céréales	97 301	93 927	-3,5 %	3 %
Oléagineux	242 863	234 830	-3,3 %	3 %
Maïs fourrage	3 248 778	4 266 880	31,3 %	25 %
Choux-fleurs	184 356	147 891	-19,8 %	81 %
Tomates	167 763	150 291	-10,4 %	24 %
Lait (millions de litres)				
Livraisons à l'industrie	5 309	5 166	-2,7 %	23 %
Activité dans les abattoirs (tonnes)				
Bovins - 12 mois	57 248	53 377	-6,8 %	32 %
Gros bovins	230 365	220 964	-4,1 %	19 %
Porcs	1 271 615	1 231 082	-3,2 %	60 %
Gallus	378 684	367 421	-3,0 %	33 %
Dindes	103 108	97 134	-5,8 %	40 %
Production d'œufs des élevages professionnels (milliers)				
Œufs de consommation	5 639 100	5 610 900	-0,5 %	36 %

Sources : Agreste, Draaf Bretagne - Statistique agricole annuelle (2022 définitive, 2023 provisoire), BDNI - enquête auprès des abattoirs

Entre 2022 et 2023, la production céréalière globale progresse de 2,1 % avec une évolution différente pour le maïs grain et les céréales à paille. La production augmente de 17 % pour le **maïs grain** grâce à la hausse des rendements et en dépit d'une baisse des surfaces. Le rendement du maïs grain bénéficie de l'été pluvieux : il s'accroît de 25 % par rapport au point bas de 2022 et s'affiche supérieur de 9,4 % à la moyenne quinquennale (**figure 2**). À l'inverse, la production des **céréales à paille** se réduit de 3,1 % par rapport à l'année précédente, sous l'effet simultané d'un recul des surfaces et des rendements. Le rendement global des céréales à paille diminue ainsi de 1,4 % en 2023. Il reste cependant à un niveau élevé par rapport au rendement moyen quinquennal. Le rendement du blé baisse, comme celui du triticale alors que celui de l'orge progresse. La moisson des céréales à paille est en effet contrariée par les pluies estivales, alors qu'en 2022, elle était réalisée en un temps record, dans un contexte d'été sec et caniculaire. Pour le blé, la fin de moisson tardive s'accompagne d'une diminution de la qualité et du rendement. En revanche, la récolte de l'orge d'hiver s'avère bonne, cette céréale ayant bénéficié d'une fin de cycle favorable. Le début de campagne était pourtant prometteur également pour le blé. Après des semis favorables à l'automne 2022, la pluie importante en mars 2023, associée à des températures clémentes, avait en effet permis un développement rapide de l'orge d'hiver et du blé, malgré un retard de montaison. Puis les conditions de cultures ont été conformes aux normales pour ces deux céréales.

La production d'**oléagineux** faiblit de 3,3 % en 2023, en dépit de surfaces plus grandes. Le rendement du colza est ainsi en baisse de 21 % par rapport à 2022, et descend à un niveau inférieur de 9 % au rendement moyen 2018-2022. La récolte de colza est en effet décevante,

Figure 2 - Rendements des céréales et oléagineux en Bretagne en 2023

	Bretagne		
	Rendement 2023 (q/ha)	Évolution 2023/2022	Évolution 2023/moyenne 2018-2022
Total céréales à paille	69,8	-1,4 %	1,4 %
Blé tendre	73,8	-2,2 %	1,5 %
Orge	68,6	3,8 %	4,1 %
Triticale	58,4	-7,6 %	-1,8 %
Maïs grain	97,1	25,4 %	9,4 %
Colza	31,4	-20,9 %	-8,9 %

Sources : Agreste, Draaf Bretagne - Statistique agricole annuelle (2018 à 2022 définitives, 2023 provisoire)

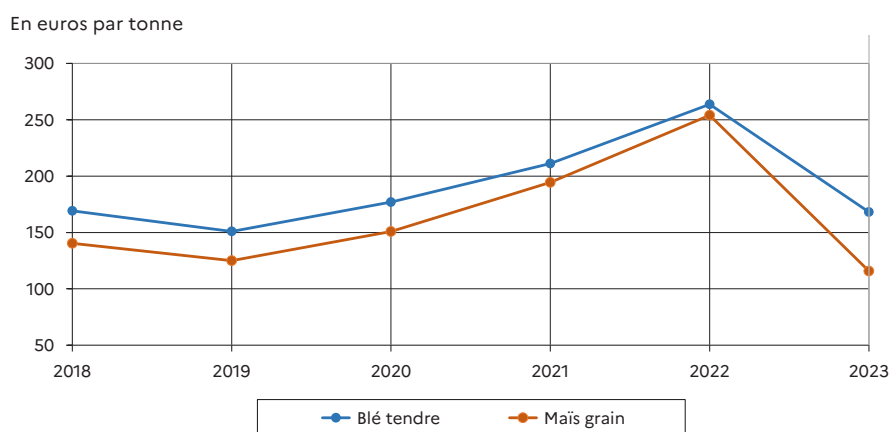
malgré une belle végétation : fraîcheur et manque de lumière à la floraison, puis sécheresse durant le remplissage des grains, engendrent des rendements faibles, après deux années particulièrement productives. La production de **protéagineux** progresse au contraire (+ 55 %), grâce à des rendements et une surface plus élevés qu'en 2022. Les **prix des céréales** diminuent tout au long de l'année 2023, dans un contexte d'offre mondiale abondante et de forte concurrence des grains russes. Ces prix s'étaient envolés en 2022 à la suite du déclenchement de la guerre en Ukraine. Les cours des céréales amorcent une baisse en début de campagne 2022-2023, grâce à l'amélioration des échanges en provenance de la mer Noire. Cette baisse s'accroît à partir de mars 2023. En Bretagne, les céréales se vendent plus cher en moyenne pendant la campagne

2022-2023 que pendant la campagne précédente (**figure 3**). Les prix étaient en effet très élevés en début de campagne, au moment de la collecte principale. Au 30 juin 2023, les prix calculés sur la campagne complète, atteignent ainsi, à la tonne, 264 euros pour le blé tendre, 248 euros pour l'orge et le triticale et 254 euros pour le maïs grain (**figure 4**). Ils dépassent les niveaux exceptionnels de la campagne précédente. Pour la campagne en cours, les prix de la récolte 2023 chutent, au contraire, entre juin 2023 et décembre 2023 pour toutes les céréales. Les prix au 31 décembre 2023 redescendent ainsi à des niveaux inférieurs à ceux de décembre 2021, avant le déclenchement de la guerre en Ukraine.

Une campagne fourragère satisfaisante

Les conditions météorologiques

Figure 3 - Évolution du prix* des céréales par campagne en Bretagne



* = prix moyen payé au producteur : au 30/06 N+1 pour 2018 à 2022, au 31/12 pour 2023

Source : Agreste, Draaf Bretagne - FranceAgriMer

de 2023 favorisent la **production d'herbe et de maïs fourrage**. En Bretagne, la production s'accroît ainsi de 35 % en prairies et de 31 % en maïs fourrage, grâce à la hausse des rendements. En 2022, la production diminuait, respectivement de 35 % et 18 %. Après un pic de croissance de l'herbe début mai, le temps ensoleillé et les vents desséchants jusque fin juin ralentissent la pousse, mais permettent des récoltes dans de très bonnes conditions. Les pluies et les températures fraîches de juillet favorisent, ensuite, la repousse estivale. Puis, l'excès de chaleur début septembre ralentit la croissance de l'herbe en zones intermédiaire et sèche, alors qu'un niveau correct se maintient en zone humide.

Recul du coût de l'alimentation animale, des engrais et de l'énergie

Le recul des prix des céréales se répercute sur le **coût de l'alimentation animale**, qui redescend progressivement en 2023, après son ascension inédite en 2022. Entre décembre 2022 et décembre 2023, le prix des aliments pour l'ensemble des animaux se réduit ainsi de 12 %, en Bretagne, comme en France (d'après l'*Ipampa*). Cependant, en moyenne annuelle, l'indice 2023 est comparable à celui de 2022 (- 0,3 %), en raison d'évolutions inverses en 2022 et en 2023.

Le prix d'achat des **intrants** diminue en 2023, et passe sous le niveau élevé de 2022 à partir de mai, après sa très forte augmentation en 2021 (demande internationale très soutenue suite à la crise sanitaire de la Covid-19 en 2020) et en 2022 (conflit russo-ukrainien). Selon l'*Ipampa*, le prix d'achat de l'ensemble des intrants utilisés par les agriculteurs bretons se réduit de 0,6 % en 2023, sous l'effet du recul du prix des **engrais** (- 22 %), de l'**énergie** (- 1,2 %) et du coût des aliments pour animaux. Les niveaux de ces différents postes restent toutefois bien supérieurs

Figure 4 - Prix* des céréales collectées en Bretagne par campagne

	Bretagne			
	Prix campagne 2022-2023 (euros par tonnes)	Évolution 2022-2023 / 2021-2022	Prix campagne 2023-2024 (euros par tonnes)	Évolution 2023-2024 / 2022-2023
Blé tendre	264	25,0 %	168	- 36 %
Orge	248	28,0 %	157	- 37 %
Triticale	248	29,0 %	148	- 40 %
Maïs grain	254	31,0 %	116	- 54 %

* = prix moyen payé au producteur : au 30/06/2022 (campagne 2021-2022) au 30/06/2023 (campagne 2022-2023) et au 31/12/2023 (campagne 2023-2024)

Sources : Agreste, Draaf Bretagne - FranceAgriMer

à leurs moyennes quinquennales respectives.

Une campagne favorable en choux-fleurs, mitigée en tomates, difficile en artichauts

Après une saison 2021-2022 décevante, la campagne 2022-2023 (juin 2022 à mai 2023) de **choux-fleurs** s'avère plus réussie avec une production de qualité, des prix en hausse et des conditions sanitaires globalement bonnes. En moyenne sur la campagne, les choux-fleurs sont payés aux producteurs à un prix supérieur de 45 % au prix moyen des cinq dernières campagnes, avec une production inférieure de 17 % à la moyenne des cinq campagnes précédentes. Cette saison 2022-2023 débute modestement en volume dans un contexte de déficit hydrique, générant des cours élevés. Ceux-ci se maintiennent globalement à des niveaux hauts sur l'ensemble de la campagne, du fait d'un manque d'offre à l'échelle européenne. La campagne se termine précocement à des tarifs hauts, grâce à une demande à l'exportation toujours porteuse, alors que sur le marché national, les températures estivales peu propices freinent la consommation. La nouvelle campagne 2023-2024 de choux-fleurs subit plusieurs aléas climatiques. En novembre, la tempête Ciarán occasionne des pertes aux champs, en particulier dans le Finistère. Les pluies importantes et le manque de soleil retardent également la production de choux-fleurs. Dans un contexte de déficit européen

pour l'ensemble des calibres, les cours bretons atteignent un niveau jamais enregistré pour un mois de novembre. Ensuite, les prix redescendent en décembre à des niveaux plus habituels.

S'étendant de janvier à décembre 2023, la campagne de production de **tomates** apparaît un peu moins favorable que celle de 2022. L'offre bretonne s'affiche inférieure de 5,6 % à celle de 2022 et de 8,5 % à la moyenne quinquennale. Le prix moyen des tomates grappe se réduit de 5,4 % en un an, mais reste à un niveau élevé. Il dépasse de 8,3 % le prix moyen quinquennal, avec un prix expéditeur à 1,28 euros le kg. Jusqu'à son pic de production fin juin, la campagne progresse avec des disponibilités et des tarifs inférieurs à ceux de l'année précédente. En juillet, le cours de la tomate grappe se replie, par manque de demande, lié à la baisse du pouvoir d'achat et aux conditions météorologiques peu propices à la consommation. À deux reprises durant le mois, la tomate petit fruit et la tomate ronde sont placées en situation de crise conjoncturelle (**définitions**). Le retour de l'ensoleillement en août relance l'offre et la consommation, et les tarifs deviennent rémunérateurs. La production se réduit ensuite. Elle fléchit début novembre, suite au passage de la tempête Ciarán, qui frappe lourdement les serristes, notamment sur la pointe finistérienne. Les derniers volumes s'écoulent à des tarifs élevés.

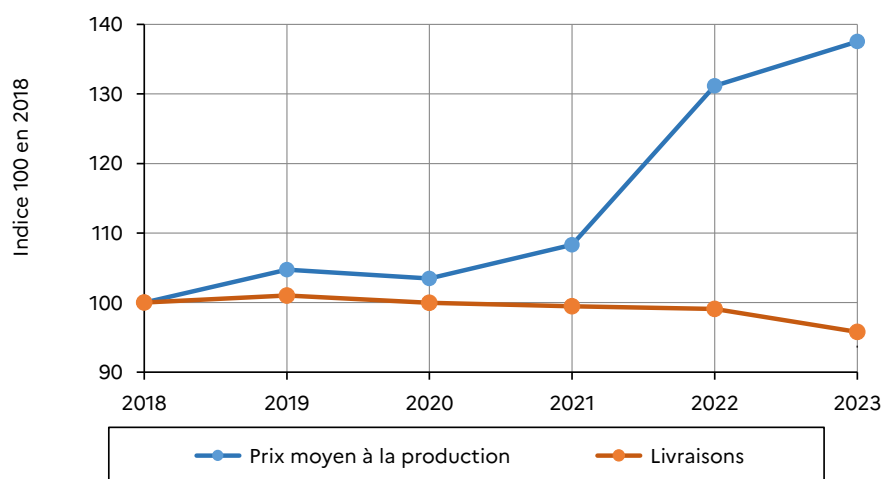
Les difficultés s'accroissent lors de la campagne 2023 de production d'**artichauts** (de

mars à novembre), après une saison 2022 très défavorable en raison de la sécheresse. Face à une désaffection des consommateurs, le déclin des superficies cultivées en Bretagne se poursuit. Par ailleurs, les rendements élevés en 2023 compliquent la mise en marché. Sur l'année, les artichauts Camus sont payés aux producteurs à un prix inférieur de 16 % à celui de 2022 et de 22 % à la moyenne 2018-2022. L'offre dépasse de 25 % celle de l'an passé, mais reste à un niveau bas comparée à la moyenne quinquennale (- 22 %). Les récoltes précoces et abondantes au printemps pénalisent la valorisation des artichauts charnus (variétés Camus, Castel et Cardinal), sur un marché national rapidement saturé. Dans ce contexte de surproduction et de faiblesse de la demande, l'artichaut breton est placé en situation de crise conjoncturelle en juin. L'effondrement de la production en juillet permet un accroissement des cours. Ceux-ci redescendent ensuite, pour remonter en toute fin de campagne, cette fin étant plus précoce qu'habituellement.

Durant la période de septembre 2022 à juin 2023, la saison des **endives** apparaît plus favorable que la précédente. La campagne 2021-2022 était en effet marquée par des crises conjoncturelles et un marché déséquilibré. Avec des rendements en baisse durant cette campagne 2022-2023, l'offre limitée permet de soutenir les cours, face à une demande présente durant l'essentiel de la campagne. Par ailleurs, les coûts élevés de production (énergie, emballages, transports...) sont partiellement répercutés sur les prix.

La campagne 2022-2023 des **échalotes traditionnelles** (de juillet 2022 à juin 2023) apparaît difficile pour les producteurs, avec des volumes moindres et des cours moins rémunérateurs que les années précédentes, dans un contexte de flambée des coûts et de concurrence des échalotes de semis. Les prix sont bas en

Figure 5 - Prix et livraisons de lait en Bretagne entre 2018 et 2023



Source : Agreste, Draaf Bretagne - FranceAgriMer, enquête auprès des laiteries

début de campagne, alors que les rendements sont affectés par la sécheresse. En fin d'année 2022, l'écoulement devient difficile en dehors des opérations programmées de promotion et de l'export, entraînant le cours sous la moyenne quinquennale. En janvier et février 2023, le produit est placé en situation de crise conjoncturelle, la concurrence des produits de semis pesant notamment sur les ventes. La campagne se termine sans amélioration, avec une consommation faible, des destructions de lots et des prix qui restent bas.

Lait : volumes réduits et prix record

En 2023, les producteurs bretons réduisent les **quantités de lait** livrées pour la quatrième année consécutive. La baisse atteint - 3,3 % par rapport au volume de 2022 et - 4,1 % par rapport à la moyenne 2018-2022 (figure 5). En France, la collecte diminue un peu moins (- 2,7 % entre 2022 et 2023). La diminution des volumes de lait s'explique principalement par l'érosion du cheptel de vaches laitières, démarrée à la fin des quotas laitiers (1^{er} avril 2015) au niveau national et en 2018 au niveau de la région. En Bretagne, le cheptel de vaches laitières recule ainsi de 3 % entre fin 2022 et fin 2023, tandis que le nombre de producteurs de lait se réduit de 4,8 % sur la période,

soit un peu plus qu'au niveau national (respectivement - 2,1 % et - 4,4 %).

Par ailleurs, le léger recul de la **productivité** des vaches en 2023 (-0,3%) ne permet pas d'accroître la production bretonne de lait. Si la pluviométrie suffisante de l'année permet une récolte de fourrages en quantité, ceux de faible qualité récoltés en 2022 et donnés aux animaux en début d'année 2023, affectent le rendement laitier des vaches. De même, les incidents climatiques à l'automne entravent la productivité des animaux : la canicule en septembre accentue le creux de la collecte laitière, puis les tempêtes et fortes pluies entraînent des difficultés de pâturage. Cependant, grâce à une meilleure qualité des fourrages en 2023, la qualité du lait s'améliore, avec des taux de matière grasse et de matière protéique supérieurs à ceux de 2022.

Les quantités livrées diminuant, le **prix du lait** payé aux producteurs bretons progresse fortement. À 468 euros pour 1 000 litres en moyenne annuelle, il bat le record de 2022, avec une hausse de 4,9 % sur un an (figure 6). Il dépasse ainsi de 26 % le prix moyen 2018-2022.

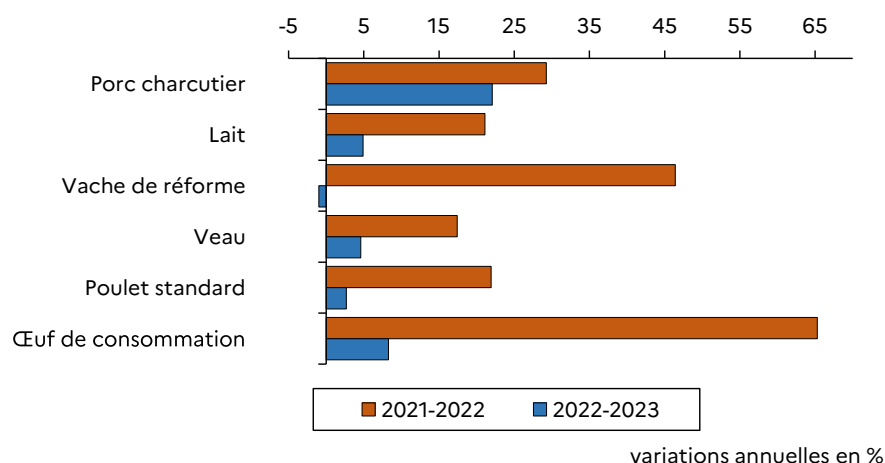
En 2023, la demande mondiale de **produits laitiers industriels** est freinée par l'inflation et le moindre dynamisme des achats en provenance de la Chine, du

fait de fabrications chinoises en hausse. Dans ce contexte, les prix des différents produits laitiers industriels diminuent. En France, le cours moyen du beurre et celui de la poudre de lait écrémé se réduisent, respectivement, de 30 % et de 34 % par rapport aux sommets de 2022.

La filière du **lait bio** continue de faire face à une crise de consommation, dans un contexte inflationniste. En 2023, les volumes livrés diminuent et le prix du lait bio augmente, comme pour le lait conventionnel. Les livraisons bretonnes baissent de 4,6 % en 2023 par rapport à 2022. La tendance à la hausse de la production de lait bio des années passées se retourne ainsi en 2023. Le nombre de producteurs de lait bio cesse également d'augmenter, pour se stabiliser sur celui de l'an passé (+ 0,2 %). Parallèlement, le prix augmente plus que celui du lait conventionnel (+ 5,3 % contre + 4,8 %). Avec un prix moyen du lait bio à 508 euros pour 1000 litres en 2023, l'écart par rapport au prix du lait conventionnel (466 euros pour 1 000 litres) reste faible, comme en 2022. Le prix du lait bio passe même temporairement en dessous du prix du lait conventionnel en avril et mai, soit au moment du pic de collecte, également comme en 2022. La part du lait bio collecté (5,3 %) ne progresse plus en 2023, mais se stabilise, malgré une part de producteurs bio (10 %) un peu plus élevée qu'en 2022 (9,5 %).

Concernant le **coût de production**, celui-ci reste élevé. Sur l'année entière, l'*Ipampa* lait de vache de l'Institut de l'Élevage est comparable à celui de 2022 (+ 0,4 %). Cependant, il décroît progressivement à partir de mai 2023. Après s'être redressée en 2022, la marge des éleveurs laitiers continue de progresser en 2023. En moyenne sur un an, l'indice *Milc* (marge *Ipampa* lait de vache sur coût total indicé) de l'Institut de l'Élevage, qui mesure l'écart entre la valeur produite et les coûts, gagne en effet 18 % par rapport à 2022.

Figure 6 - Évolution du prix moyen annuel des produits animaux



Note : - Porc charcutier, lait et poulet = Bretagne
 - Vache de réforme = bassin Grand Ouest
 - Veau = bassin Nord
 - Œufs de consommation = France métropolitaine

Source : Agreste, Draaf Bretagne - FranceAgriMer, marché au cadran de Plérin

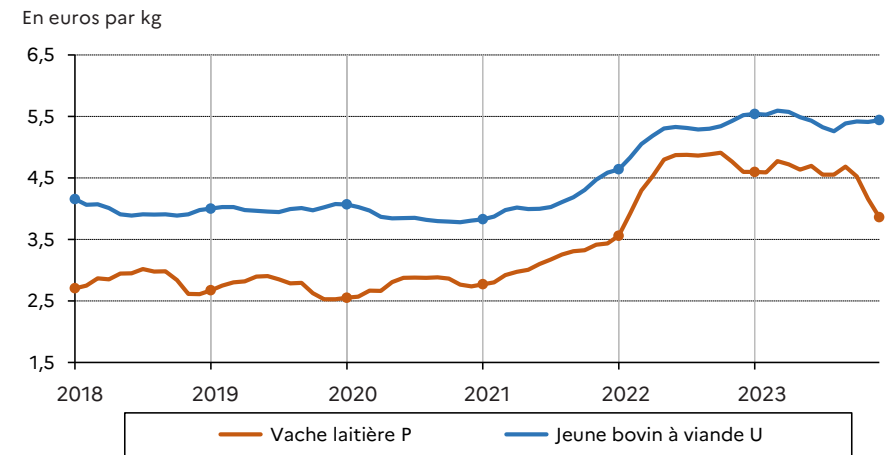
Bovins : des prix toujours hauts face à une offre limitée

Dans un contexte de baisse du cheptel bovin, le **volume de gros bovins abattus** en Bretagne se replie de 4,1 % par rapport à 2022, et de 11 % comparé à la moyenne quinquennale. Avec un cheptel en baisse, le volume abattu en vaches laitières se réduit de 3,7 %, après avoir diminué de 7,7 % en 2022. La réduction du nombre de génisses de renouvellement et le prix du lait incitatif poussent en effet les éleveurs à retarder les mises à la réforme des vaches laitières. Les volumes d'abattage reculent également en vaches allaitantes (- 8,7 %), malgré un cheptel en fin d'année un peu supérieur à celui de décembre

2022 en Bretagne (+ 1,2 %, contre - 1,5 % au niveau national). Les abattages de jeunes bovins se stabilisent, en revanche, sur ceux de 2022 (+ 0,2 %), après quatre années de baisse.

En 2023, le marché des bovins continue de souffrir du manque de disponibilités, en lien avec la décapitalisation. Dans ce contexte, les **cotations des gros bovins**, qui avaient fortement progressé en 2022, plafonnent une bonne partie de l'année (figure 7). Dans le bassin Grand Ouest, les cours s'affichent supérieurs aux prix moyens 2018-2022, quelle que soit la catégorie de bovins. La cotation de la vache laitière P s'établit à 4,53 euros le kg, en moyenne annuelle, soit 1 % de moins que

Figure 7 - Évolution des cotations bovines du bassin Grand Ouest 2018-2023



Source : Agreste, Draaf Bretagne - FranceAgriMer

le niveau record de 2022. La cotation dépasse cependant de 41 % le prix moyen quinquennal. À l'automne, elle redescend, en raison d'une augmentation des réformes partout en Europe.

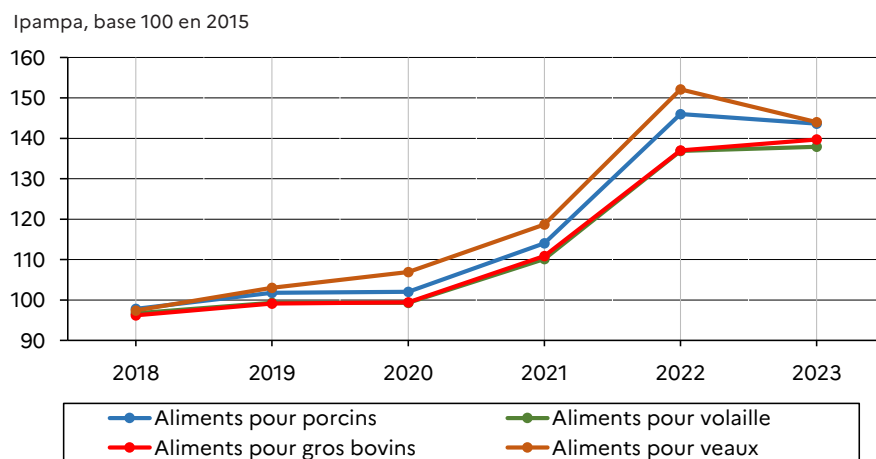
À 5,45 euros le kg, le prix des jeunes bovins à viande U, quant à lui, bat le record de l'an dernier, avec +4,6 % en un an (+29 % comparé au prix moyen quinquennal).

Les éleveurs bénéficient ainsi de cotations bovines très favorables. Mais leurs charges restent élevées. Elles tendent cependant à diminuer. En 2023, le **coût de production** excède de 2 % le niveau moyen de 2022 (*Ipampa* aliment pour gros bovins) (**figure 8**). Il augmente de 21 % au premier trimestre sur un an et baisse de 8,5 % au dernier trimestre.

Les volumes abattus en **veaux de boucherie** reculent à nouveau fortement en 2023 (-6,8 % par rapport à 2022 et -13 % par rapport à la moyenne quinquennale), en conséquence des moindres effectifs de veaux. La filière française souffre de départs à la retraite d'éleveurs et de difficultés d'installation en raison des coûts (construction, taux d'intérêt). En 2023, l'offre est cependant en adéquation avec la demande, qui se replie du fait de l'inflation générale. En Bretagne, le cheptel de veaux de boucherie se réduit de 4,4 % entre fin 2022 et fin 2023. Dans ce contexte de faibles disponibilités et d'inflation non propice à la consommation, la revalorisation des cours, démarrée fin 2021, se prolonge, mais ralentit. En moyenne annuelle, le **cours du veau rosé clair O** s'affiche à 7,15 euros le kg pour le bassin Nord, supérieur de 4,6 % à celui de 2022 et de 24 % au prix moyen 2018-2022. Parallèlement, la tendance à la hausse du **coût des aliments d'allaitement** depuis quatre ans, s'inverse. En 2023, l'*Ipampa* aliments pour veaux recule de 5,3 % par rapport à l'an passé. Il reste cependant supérieur de 26 % à la moyenne 2018-2022.

En France, la **production de**

Figure 8 - Évolution du coût des aliments en Bretagne 2018-2023



Source : Agreste, Draaf Bretagne - Insee

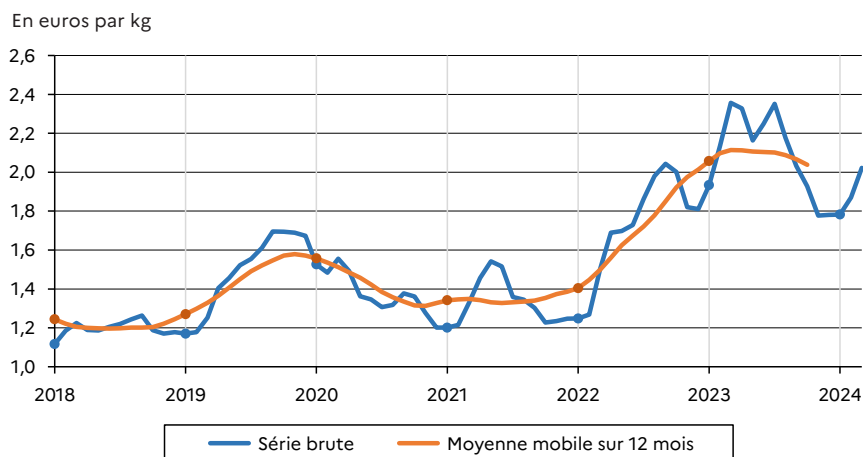
gros bovins et celle de veaux de boucherie reculent à nouveau en 2023 (respectivement -4,2 % et -7,9 %), suite à la baisse des cheptels. Les volumes abattus se replient de 4,1 % pour les gros bovins et de 6,8 % pour les veaux. Le déficit du **commerce extérieur** en gros bovins et veaux s'accroît en volume, du fait d'une diminution des exportations plus importante que celle des importations (respectivement -11,3 % et -6,1 %). La **demande** en viande bovine recule, en raison de l'inflation, en France et en Europe. Dans l'Hexagone, la consommation apparente de viande bovine, y compris veaux, se réduit ainsi de 3,7 % par rapport à 2022 (calcul par bilan soit la somme des abattages et des importations, exportations déduites). Selon le panel de consommateurs Kantar, les

achats de viande bovine par les ménages diminuent de 2,3 % entre 2022 et 2023, avec -13 % pour la viande hachée fraîche, dont le prix s'accroît de 11 %.

Porc : prix historique, coût de l'aliment élevé

Dans un contexte de baisse du cheptel, le **volume de porcs abattus** en Bretagne se réduit pour la deuxième année de suite. Le recul est de 3,2 % par rapport à 2022, soit un peu moins qu'au niveau national, et de -5,2 % par rapport à la moyenne 2018-2022. Le volume abattu s'élève à 1,23 million de tonnes, pour 13,1 millions d'animaux. Leur poids moyen à l'abattage gagne 0,7 % en un an. Après deux années de baisse, cette progression renoue avec la tendance des années précédentes.

Figure 9 - Évolution du prix du porc charcutier 2018-2023



Lecture : les moyennes mobiles sont calculées sur 12 mois, ainsi la moyenne mobile centrée sur juillet 2023 (2,101 euros le kg), correspond à la moyenne de janvier à décembre 2023

Source : Agreste, Draaf Bretagne - FranceAgriMer, marché au cadran de Plérin

En 2023, le prix du porc en France augmente fortement à cause de la nette baisse de l'offre porcine européenne.

Auparavant, c'était la demande qui influait principalement sur les cotations, en particulier celle provenant de Chine. En Bretagne, le prix du porc bat le record de l'an dernier (figure 9). En moyenne annuelle, le **prix de base du porc charcutier** au marché de Plérin s'établit, en effet, à 2,101 euros le kg. Il est supérieur de 22 % à celui de 2022 et de 47 % au prix moyen quinquennal. Les points culminants s'observent en mars et juillet. La cotation hebdomadaire va jusqu'à atteindre le record de 2,38 euros le kg fin mars. Le niveau reste très élevé jusqu'en juillet, puis il redescend progressivement, avec le reflux saisonnier habituel à l'automne. L'écart, par rapport à 2022, atteint ainsi + 60 % au premier trimestre, alors qu'il est de - 2,6 % au dernier trimestre. Les charges des éleveurs redescendent progressivement en 2023, notamment le **coût de l'aliment destiné aux porcs**. Estimé par l'*Ifip*, le prix de l'aliment industriel pour porcs à l'engrais se réduit de 0,7 %, par rapport à 2022, en moyenne sur l'année, avec un écart de + 24 % au premier trimestre et de - 14 % au dernier trimestre. Le coût de l'aliment est supérieur à celui de 2022 jusqu'en mai, il passe ensuite en dessous jusqu'en décembre. Le coût moyen annuel reste néanmoins très important, avec un tiers de plus que la moyenne quinquennale.

La situation économique des éleveurs apparaît favorable en 2023. Les élevages maintiennent leur **rentabilité** toute l'année. En début d'année, la hausse du prix du porc l'emporte ainsi sur celle de l'aliment et en fin d'année la baisse du coût de l'aliment l'emporte sur celle du prix du porc. Le ratio cotation carcasse S sur prix de l'aliment témoigne de la bonne rentabilité des exploitations en 2023, avec un niveau supérieur à 6 quasiment toute l'année (6 constituant un

niveau moyen de rentabilité), alors qu'il était régulièrement bien inférieur à 6 en 2022.

En France, le recul de la **production porcine** se poursuit en 2023 (- 4,3 % en poids), dans un contexte général de décapitalisation des cheptels de porcs dans l'Union européenne. Le repli des abattages touche aussi bien la France (- 4,1 %) que l'Union européenne (- 7,6 %). En volume, **les exportations et les importations** françaises de viandes porcines se réduisent, avec une baisse encore plus marquée pour les exportations (respectivement - 7,5 % et - 6 %). **La consommation** apparente de viande porcine diminue également (- 3,7 %).

Augmentation de la consommation de viande de volaille, portée par le poulet

Les différents crises d'**influenza aviaire** hautement pathogène (IAHP) des dernières années ont sensiblement réduit les productions avicoles en France, notamment celles de canards, les poulets étant relativement épargnés. Ainsi, en 2022, la production nationale de volaille de chair avait atteint un niveau particulièrement bas, en raison d'une épizootie inédite affectant l'ensemble des filières avicoles. En 2023, l'intensité des épizooties d'IAHP est beaucoup plus modérée, avec 145 foyers contre plus de 1600 foyers en 2022. Des foyers sont détectés au premier trimestre, notamment dans les Côtes-d'Armor, puis en mai et juin, principalement dans des élevages de canards dans le sud-ouest du pays. La France recouvre ensuite son statut indemne à l'IAHP à compter du 13 août 2023. Par la suite, cinq nouveaux foyers sont détectés en novembre-décembre, dont quatre dans le Morbihan. La France perd alors à nouveau le statut indemne avec un passage en risque élevé à partir du 5 décembre 2023.

En Bretagne, le volume total de **volailles abattues** en 2023 se contracte : de 3,6 % par rapport

à l'an passé et de 7 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années. C'est l'inverse de l'évolution nationale (+ 1,8 % sur un an). En 2022, au contraire, les abattages avaient sensiblement diminué en France (- 7,6 %), alors qu'ils étaient stables pour la région (- 0,3 %). Concernant les **poulets**, le volume abattu en Bretagne se réduit de 3,1 % en un an, et de 2 % comparé à la moyenne 2018-2022. En progression depuis 2014, le poids moyen des poulets (1,56 kg) dépasse de 1,3 % celui de 2022. La conjoncture reste difficile pour la filière **dindes**, affectée notamment par la baisse de la consommation. Le volume abattu recule pour la troisième année consécutive. Il perd 5,8 % en un an et 18 % comparé à la moyenne 2018-2022. Le poids moyen des dindes à l'abattage (8,5 kg) gagne 1,6 % sur celui de l'année précédente.

Comme pour les autres productions animales, les éleveurs de volailles profitent du recul des **charges**. Entre 2022 et 2023, l'*Ipampa* aliment volailles est stable, en moyenne annuelle (+ 0,7 %), mais l'écart évolue au cours de l'année, avec + 20 % au premier trimestre, et - 11 % au quatrième trimestre. Le niveau reste élevé, supérieur de 21 % à la moyenne quinquennale.

L'évolution du coût de l'aliment est en partie répercutée sur les **prix des marchés**. En moyenne annuelle, le cours à la production en France gagne 4,4 % en un an pour le poulet standard (1,2 euros le kg vif), et 9 % pour la dinde (1,6 euros le kg vif), avec un recul des cours au second semestre pour les deux espèces. Dans un contexte d'inflation, la viande de dinde est d'autant plus pénalisée par son prix élevé.

En France, l'évolution de la **production de volaille** redevient positive en 2023 (+ 2,1 %), avec des volumes abattus en légère hausse. Afin de satisfaire une consommation croissante de viande de volaille, le volume des **importations** augmente (+ 3,8 %). Dans le même temps, les **exportations** reculent (- 5,8 %).

La part de la viande de poulet importée continue de progresser, représentant la moitié de la viande de poulet consommée en 2023. À l'inverse des autres viandes, notamment bovines et porcines, la **consommation** nationale de viande de volaille progresse en 2023. Dans un contexte d'inflation des prix des produits alimentaires, qui persiste en 2023, les volailles continuent de se démarquer. La consommation apparente, calculée par bilan, s'accroît ainsi de 3,2 % pour l'ensemble des volailles, avec + 3,5 % pour la viande de poulet. Elle diminue, en revanche, pour la viande de dinde (- 1,9 %).

Légère baisse de la production en œufs de consommation

En 2023, la **production nationale d'œufs** de consommation se réduit de 0,5 % par rapport à 2022, tout en dépassant de 1 % la moyenne quinquennale. Elle recule pour la deuxième année de suite, après avoir augmenté nettement en 2020 et 2021, dans un contexte de crise sanitaire de la Covid-19 bénéficiant à la consommation d'œufs. En 2022,

l'épizootie d'influenza aviaire hautement pathogène (IAHP) avait engendré un manque d'offre en France. Au premier semestre 2023, la production est encore affectée par les conséquences de l'IAHP et par l'émergence d'une dizaine de foyers notamment dans les Côtes-d'Armor. L'évolution de la production varie selon les **modes d'élevage** : elle se replie de 9,5 % pour les œufs cage et progresse de 5 % en mode alternatif (biologique, plein air ou au sol), avec un recul, toutefois, pour les œufs bio (- 2,2 %).

Depuis 2020 et l'épidémie de la Covid-19, la **consommation** en France d'œufs et d'ovoproduits, calculée par bilan, se maintient à des niveaux élevés. Après un léger recul en 2022, elle progresse de nouveau en 2023 (+ 2,9 %). Les **prix des œufs** continuent de progresser, portés par une demande dynamique et une offre réduite en Europe, du fait des abattages sanitaires consécutifs aux épisodes d'influenza aviaire. Après avoir explosé en 2022, les prix augmentent moins fortement en 2023. Les 100 œufs coquilles se vendent à 13,6 euros, soit 8,8 % de plus

qu'en 2022 et 62 % de plus que la moyenne 2018-2022 (cotation *TNO Synthèse* en moyenne annuelle). Le prix des œufs destinés à l'industrie s'accroît de 11 % en un an (1,91 euros le kg) et de 93 % comparé à la moyenne quinquennale (cotation *TNO Industrie*). Le marché des œufs de consommation est tendu en début d'année. Les prix des deux catégories d'œufs poursuivent leur hausse jusqu'en avril face à une offre réduite par l'épizootie. Puis les cours redescendent jusqu'en août, en raison du retour partiel des offres française et européenne, ainsi que de la baisse des coûts de production des œufs. Les cours repartent ensuite à la hausse jusqu'à la fin de l'année, soutenus par une demande renforcée face à une production française encore limitée, et suite à l'apparition de cas de salmonellose en élevage à l'automne. L'augmentation mensuelle enregistrée à partir de septembre est cependant moindre pour les œufs destinés à l'industrie, en raison notamment d'une baisse des tensions sur l'approvisionnement grâce à une réorientation des œufs coquille vers le marché de l'industrie.

Définitions et sigles

Crise conjoncturelle : selon FranceAgriMer, les fruits et légumes sont déclarés en situation de crise conjoncturelle lorsque les prix au stade expédition sont anormalement bas pendant 2 ou 5 jours ouvrés consécutifs, en référence à l'article L.611-4 du Code rural et de la pêche maritime. L'article implique l'application de modération des marges de distribution pour les réseaux de distribution signataires des accords de modération des marges.

IAHP : Influenza aviaire hautement pathogène

Ifip : Institut de la filière porcine

Ipampa : Indice des prix d'achat des moyens de production agricole

Itavi : Institut technique de l'aviculture

TNO : Tendances nationales officielles

Pour en savoir plus

- > [Agreste Conjoncture Synthèses](#) – Décembre 2023 – N°416 – « Bilan conjoncturel 2023 : des productions contrastées, sur fond de détente relative des prix à la production et des intrants ».
- > [Site Draaf Bretagne](#) – Données et statistiques – [Conjoncture agricole](#)